



B U R K I N A F A S O
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
COMITE DE PREVISION ET DE CONJONCTURE
(CPC)

TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE DU BURKINA FASO

au 2ème trimestre 2009

Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à l'INSD
555, Avenue de l'indépendance - 01 BP 374 Ouagadougou 01
Téléphone : (226) 50.32.42.02 - Fax : (226) 50.32.61.59 - Burkina Faso
E-mail : insdbf@yahoo.fr

TBE n° 02/2009

SOMMAIRE

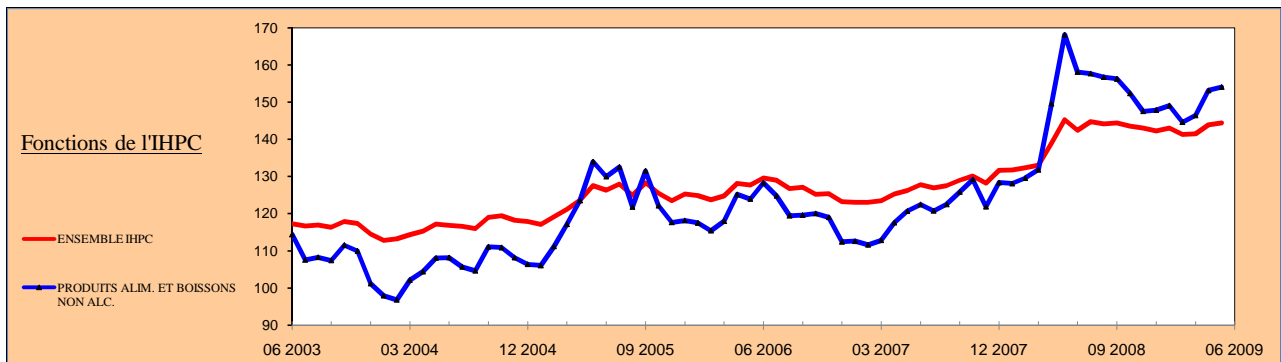
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	8
Secteur monétaire	13
Secteur extérieur	16
Définitions et abréviations	21
Crédit des contributions	22

Secteur réel

La situation du secteur réel au deuxième trimestre 2009 se caractérise par une légère hausse de l'indice harmonisé des prix à la consommation de +0,7%, particulièrement une hausse des prix des produits agricoles atténuée par une légère baisse de la majeure partie des prix au producteur des produits de l'élevage.

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 1996	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2008	2008	2008	2009	2009	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	139,1	143,8	143,7	142,2	143,3	0,7%	3,0%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	149,9	157,5	152,1	147,2	151,2	2,7%	0,9%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	138,2	143,5	142,0	142,8	143,4	0,4%	3,7%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	125,7	125,6	129,7	130,6	131,0	0,3%	4,2%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	125,0	139,0	149,7	149,6	146,1	-2,3%	16,9%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	116,0	116,3	116,2	116,1	116,2	0,1%	0,1%
SANTE	110,6	110,8	110,9	111,3	111,5	0,2%	0,8%
TRANSPORTS	151,0	156,4	156,0	150,7	150,8	0,1%	-0,1%
COMMUNICATION	159,8	159,8	159,8	159,8	159,8	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	108,8	108,0	107,5	110,2	109,9	-0,2%	1,0%
ENSEIGNEMENT	149,9	149,9	149,9	149,9	149,9	0,0%	0,0%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	152,3	152,3	157,6	164,8	165,2	0,2%	8,4%
AUTRES BIENS ET SERVICES	126,9	122,5	119,8	119,8	119,8	0,0%	-5,6%



Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC)

Au deuxième trimestre de 2009, l'indice des prix à la consommation a connu une hausse de 0,7% par rapport au trimestriel précédent et de 3% par rapport au deuxième trimestre de 2008.

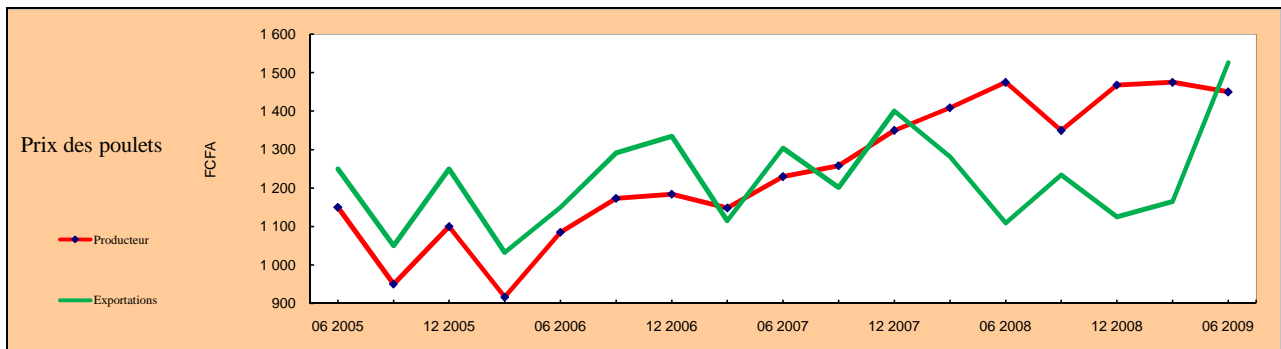
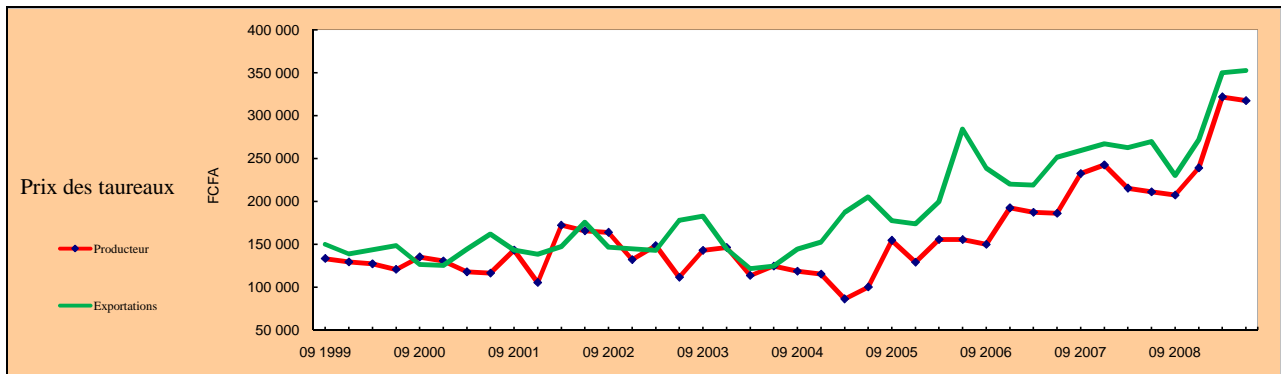
La hausse en glissement trimestriel trouve son explication essentiellement dans l'enchérissement des produits alimentaires. La hausse annuelle de 3% provient en grande partie de la montée des prix des services de logements (16,9%), des boissons et tabacs (de 3,7%) et des services d'hôtels, cafés et restaurants (de 8,4%).

En dehors des fonctions de consommation citées ci-dessous et du groupe des autres biens et services (qui a enregistré une baisse importante de 5,6% en glissement annuel) la plupart des fonctions ont connu de faibles variations tant en glissement trimestriel qu'annuel. La stabilisation de la crise financière pourrait expliquer en grande partie cette faible évolution des prix des produits de consommation.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2008	2008	2008	2009	2009	trimestriel	annuel
Prix au producteur du taureau	211 051	207 345	239 135	321 879	317 524	-1,4%	50,4%
Prix à l'exportation du taureau	269 875	230 150	272 123	350 028	352 857	0,8%	30,7%
Prix au producteur du bélier	41 023	45 686	45 203	47 064	48 126	2,3%	17,3%
Prix à l'exportation du bélier	55 483	69 085	69 544	56 058	58 237	3,9%	5,0%
Prix au producteur du bouc	19 291	21 468	22 419	30 665	28 945	-5,6%	50,0%
Prix à l'exportation du bouc	28 652	34 364	34 079	31 960	32 153	0,6%	12,2%
Prix au producteur du poulet	1 475	1 350	1 468	1 475	1 450	-1,7%	-1,7%
Prix à l'exportation du poulet	1 109	1 234	1 125	1 165	1 526	31,0%	37,6%
Prix au producteur de la pintade	1 372	1 328	1 452	1 467	1 465	-0,1%	6,8%
Prix à l'exportation de la pintade	1 422	1 443	1 426	1 432	1 584	10,6%	11,4%

**PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE**

Le marché du bétail s'est caractérisé au cours de ce trimestre par une relative stagnation des prix, notamment au niveau des bovins aussi bien sur les marchés de production que d'exportation. Toutefois, en glissement annuel, ces variations sont de +50% et 31% respectivement sur les marchés de production et d'exportation. C'est dire que le rythme amorcé depuis les premiers signes de la « vie chère » s'est maintenu depuis lors et tout porte à croire que le niveau atteint par les prix des bovins ne descendrait plus de ce seuil dans l'immédiat.

L'observation des prix des petits ruminants montre également leur faible variabilité par rapport à leur niveau du trimestre écoulé. Ainsi, malgré un niveau d'approvisionnement des marchés en hausse d'environ +20%, les prix des ovins ont pratiquement maintenu leur niveau du trimestre précédent, avec +2% sur les marchés de production et +4% sur les marchés d'exportation. En glissement annuel, ces variations sont respectivement de +17% et +5% traduisant un renchérissement global des prix des ovins.

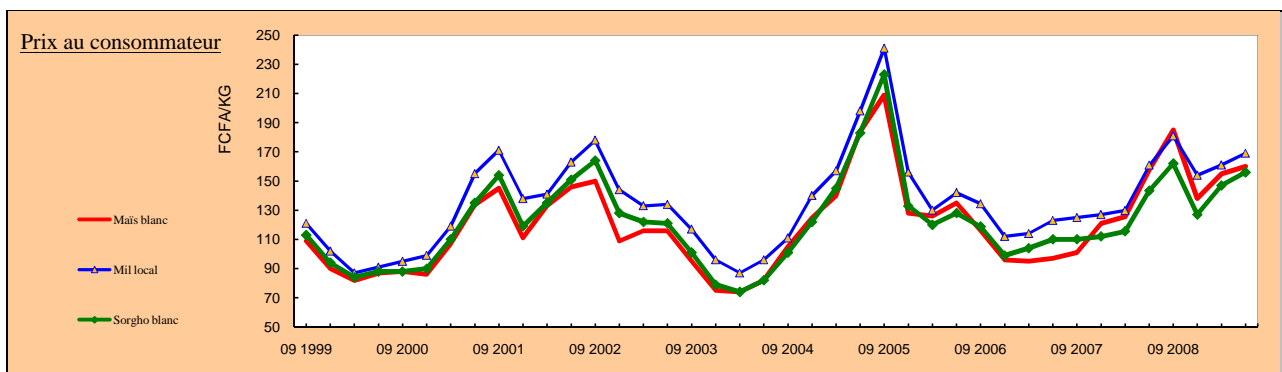
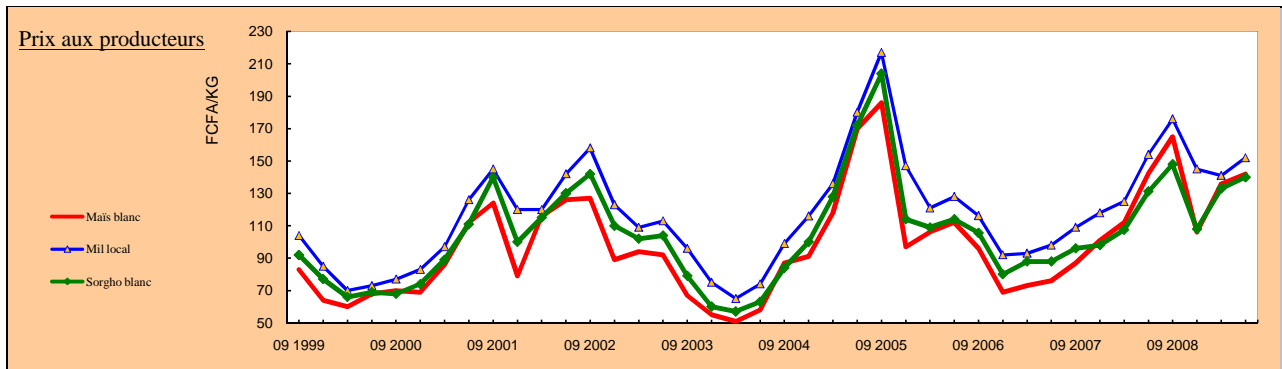
Le niveau d'approvisionnement du marché des caprins a connu une forte variation aussi bien sur les marchés de production (+35%) que d'exportation (+27%) ; la nécessité pour les producteurs de disposer de ressources financières pour acheter des vivres (céréales) serait à l'origine de ces sorties importantes de caprins ; il en a résulté un léger effondrement des prix sur les marchés de production (-6%). En glissement annuel, cette variation se situe à +50%, confirmant l'embellie des prix que les animaux ont connue depuis le déclenchement de la crise alimentaire.

Le marché de la volaille n'a pas connu de changements importants sur les marchés de production où les prix sont restés quasi stationnaires mais a connu une hausse sur les marchés d'exportation. On relèvera cependant une certaine uniformisation des prix des poulets observés sur les marchés de production et d'exportation après les distorsions constatées depuis lors par des prix au producteur plus élevés que ceux à l'exportation du fait des mesures suspensives des exportations en raison de la grippe aviaire signalée dans certains pays limitrophes.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2008	2008	2008	2009	2009	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	142,5	165,0	106,0	136,0	142,0	4,4%	-0,3%
Prix au consommateur du maïs blanc	157,7	185,0	138,0	155,0	160,0	3,2%	1,5%
Prix au producteur du mil local	154,0	176,0	145,0	141,0	152,0	7,8%	-1,3%
Prix au consommateur du mil local	160,9	181,0	154,0	161,0	169,0	5,0%	5,1%
Prix au producteur du sorgho blanc	131,3	148,0	108,0	133,0	140,0	5,3%	6,6%
Prix au consommateur du sorgho blanc	143,4	162,0	127,0	147,0	156,0	6,1%	8,8%



Sur les principaux marchés, ce second trimestre n'a pas enregistré une indisponibilité des céréales. L'approvisionnement des marchés a été assez satisfaisant, ce qui a eu pour conséquence d'avoir une disponibilité qui va de moyen à assez bien malgré la faiblesse des stocks paysans. Cet approvisionnement s'est effectué en grande partie grâce aux stocks commerçants encore assez conséquents. Toutefois, l'enclavement des différentes localités avec l'installation progressive des pluies risque de perturber négativement les niveaux de disponibilité sur les marchés.

Il est à noter au cours de ce trimestre une tendance à la stabilité des prix des céréales sur les marchés. Malgré une disponibilité assez satisfaisante des produits, une baisse conséquente n'a pas été observée. Néanmoins, les prix sont restés assez stables tout au long du trimestre avec des prix moyens, du sac de 100 kg, de 14 500 FCFA sur les marchés de collecte et 16 200 FCFA sur les marchés de détail.

Par rapport au trimestre antérieur, les prix moyens ont connu de légères variations à la hausse de 3%, 5% et 6% respectivement pour les prix au consommateur du maïs blanc, du mil local et du sorgho blanc. Pour les prix au producteur, les variations n'ont pas excédée 8% pour ces trois spéculations.

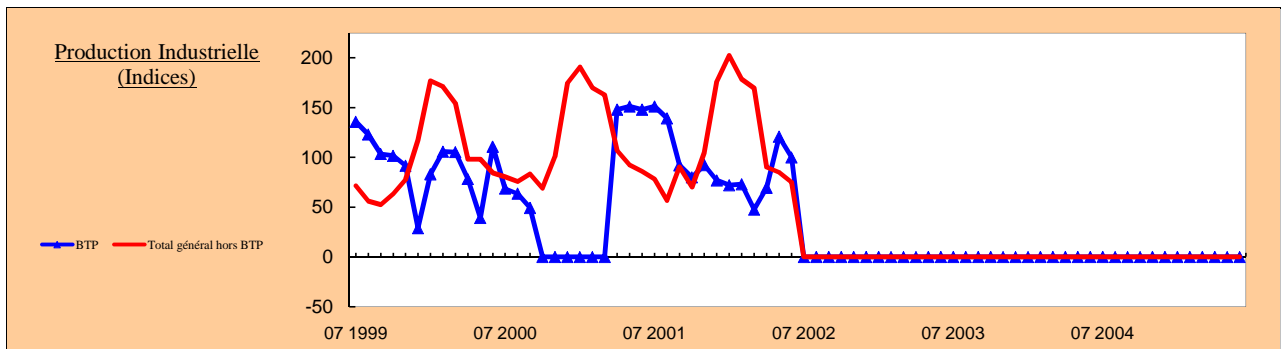
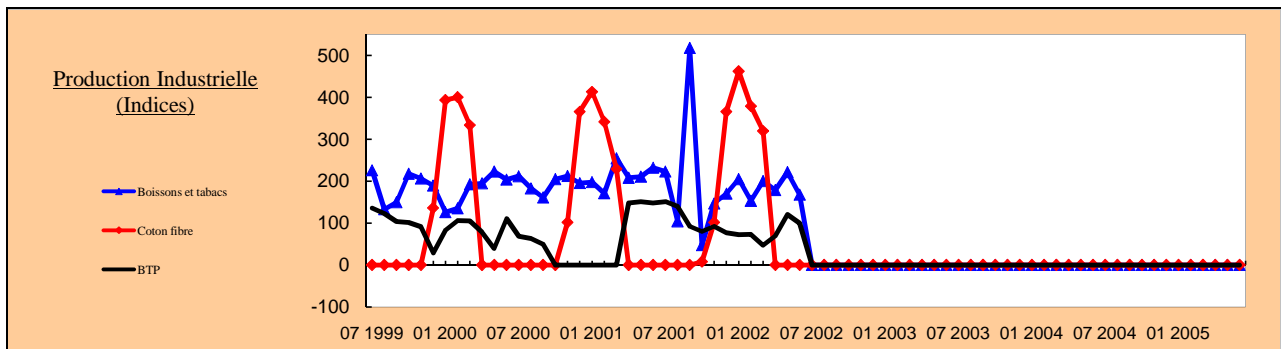
Les prix les plus élevés du trimestre ont été observés dans la région du Sahel (Sebba, Dori, Djibo, Gorom-Gorom), avec des prix moyens du sac de 100 Kg de 22 000 FCFA pour le mil local, 22 500 FCFA pour le maïs blanc et 18 500 FCFA pour le sorgho. Quant aux prix les moins élevés, ils ont été observés dans les régions des Cascades (Douna), des Haut Bassins (Faramana, N'Dorola) et dans la Boucle du Mouhoun (Fara), avec des prix moyens du sac de 100 Kg de 12 000 FCFA pour le mil local, 10 500 FCFA pour le sorgho blanc et 10 000 FCFA pour le maïs blanc.

Les mois à venir verront une réduction des différents stocks de céréales. Ce sera la période de soudure où les stocks paysans seront à leur plus bas niveau ou quasi inexistant. Les prix pourraient connaître une hausse assez importante car c'est la période au cours de laquelle les prix des céréales sont à leur plus haut niveau de l'année. Toutefois une bonne répartition spatio temporelle des pluies pourraient ne pas faire évoluer les prix au-delà de ceux de l'année passée.

Sources : M.A.H.R.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IPI)

IPI Trimestriel Base 100 en 1990, Données brutes.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement		
	2001	2001	2001	2002	2002	trimestriel	annuel	
COTON FIBRE (SOFITEX)	0,0	0,0	158,3	386,8				
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	93,0	87,6	126,0	163,5	74,6	-54,4%	-19,8%	
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	0,0	0,0	129,5	316,4				
INDUSTRIES EXTRACTIVES	0,0	0,0	0,0					
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	121,2	95,7	114,8	150,1	106,1	-29,3%	-12,5%	
BOISSONS ET TABAC	216,9	281,8	121,4	186,1	189,4	1,7%	-12,7%	
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	110,0	73,9	114,0	145,9	96,6	-33,8%	-12,2%	
BOULANGERIES, MEUNERIES	28,4	19,1	27,9	34,7	19,8	-42,8%	-30,2%	
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	56,9	17,4	168,7	205,3	38,9	-81,1%	-31,7%	
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	0,0	0,0	0,0					
INDUSTRIES CHIMIQUES	103,7	68,4	41,6	83,4	80,1	-3,9%	-22,7%	
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	92,8	61,1	61,2	94,0	81,8	-12,9%	-11,8%	
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	225,1	173,4	185,1	219,7	218,3	-0,7%	-3,1%	
TOTAL GENERAL HORS BTP	95,1	75,1	117,0	183,5	83,4	-54,6%	-12,3%	
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	149,0	127,5	83,1	64,2	96,8	50,7%	-35,0%	



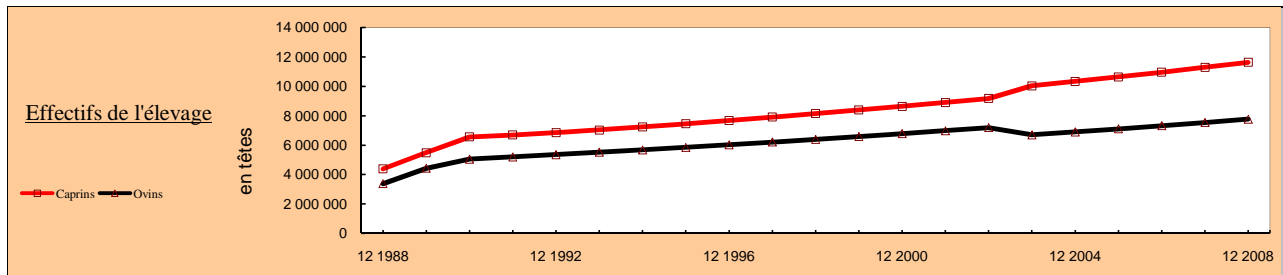
Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

Suite à certaines difficultés, l'Indice de la production industrielle a connu une suspension depuis le second trimestre 2002. En conséquence, les données qui figurent dans ce numéro ne concernent que la période avant la suspension.

Toutefois, dans l'espoir d'une reprise prochaine de la série des indicateurs de la production industrielle cette rubrique a été maintenue.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2004	déc 2005	déc 2006	déc 2007	déc 2008	Croissance moyenne	
						2004-2008	2007-2008
Effectif de bovins (en têtes)	7 458 000	7 607 000	7 759 000	7 914 000	8 072 000	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	6 904 000	7 110 000	7 324 000	7 543 000	7 770 000	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	10 337 000	10 647 000	10 966 000	11 295 000	11 634 000	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	31 416	32 358	33 329	34 328	35 359	3,0%	3,0%



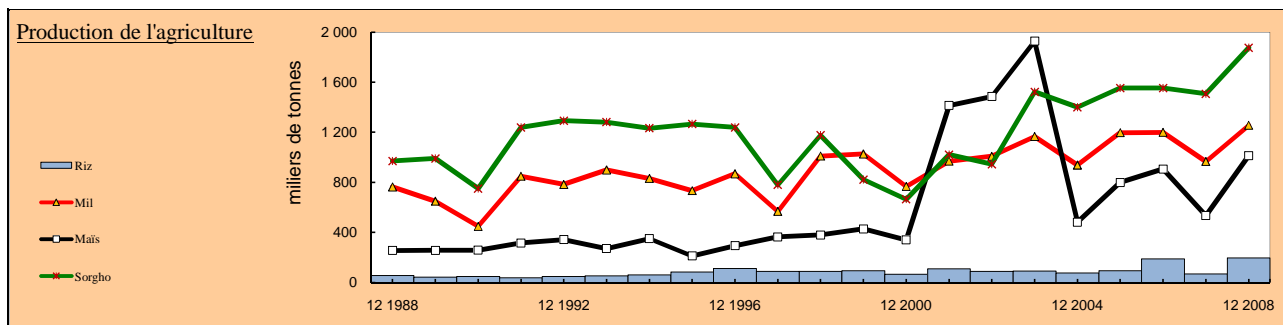
EFFECTIFS DU CHEPTTEL

La Deuxième Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (ENEC II) réalisée en 2003 a permis de mettre à jour les données démographiques du cheptel ; depuis lors, ceux-ci sont annuellement actualisés à partir de taux de croît spécifiques définis pour la plupart sur la période 1990-2000. En attendant de disposer de paramètres zootechniques plus actuels au terme de l'Enquête Nationale de Suivis de Troupeaux (ENST) dont la phase pilote est en cours d'exécution, les effectifs du cheptel à fin décembre 2008 résultent de l'application des taux ci-dessus évoqués. Le graphique ci-dessus illustre l'évolution démographique des espèces ovine et caprine qui ont connu une croissance moyenne de 12,5% de 2004 à 2008.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2004	déc 2005	déc 2006	déc 2007	déc 2008	Croissance moyenne	
						2004-2008	2007-2008
Production brute totale de céréales	2 901 973	3 649 533	3 858 224	3 088 811	4 358 518	10,7%	41,1%
dont : Production brute de mil	937 630	1 196 253	1 198 656	966 016	1 255 189	7,6%	29,9%
dont : Production brute de sorgho	1 399 302	1 552 911	1 553 830	1 507 162	1 875 046	7,6%	24,4%
dont : Production brute de maïs	481 474	799 052	905 713	533 874	1 013 634	20,5%	89,9%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	74 501	93 516	189 176	68 916	195 102	27,2%	183,1%



Ce second trimestre 2009 a été marqué par la cérémonie de lancement de la campagne agricole 2009/2010 le 12 juin dernier. La campagne écoulée a connu, en dépit de l'excédent céréalier de 850 000 tonnes, de nombreuses péripéties (inondations et flambée des prix des céréales) et celle qui commence n'est pas aussi rassurante. En effet, les techniciens du Comité Inter Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) présagent des pluies capricieuses mettant les acteurs agricoles au défi: celui d'accroître les productions cérésières de 20% dans ce contexte difficile.

Lors d'une rencontre tenue à Ouagadougou, les acteurs agricoles ont fixé la barre à 5 200 000 tonnes pour les céréales, 300 tonnes pour le riz, et 1 200 000 tonnes pour le maïs. Pour l'atteinte de ces objectifs, le gouvernement a décidé de renforcer cette année son appui surtout en intrants aux agriculteurs.

Au cours de ce trimestre, la disponibilité cérésièrè sur les marchés a été globalement moyenne. La plupart des marchés était approvisionnée par les stocks commerçants, les stocks paysans étant faibles. A l'exception des communes à risque des régions du Centre Nord et du Plateaux Central, on note des changements d'habitude alimentaire à travers la réduction du nombre de repas pris par jour dans les ménages. Pour l'heure, la consommation d'aliments d'exception n'est pas fréquente. Cependant, des risques de dégradation de la situation alimentaire demeurent pour la période de soudure, période pendant laquelle les sources de revenus sont très limitées pour faire face aux prix des céréales généralement élevés.

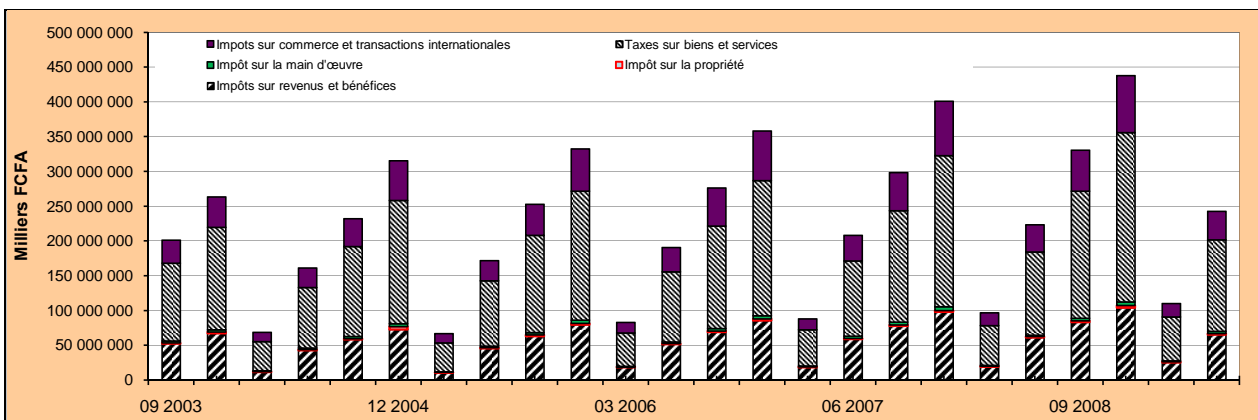
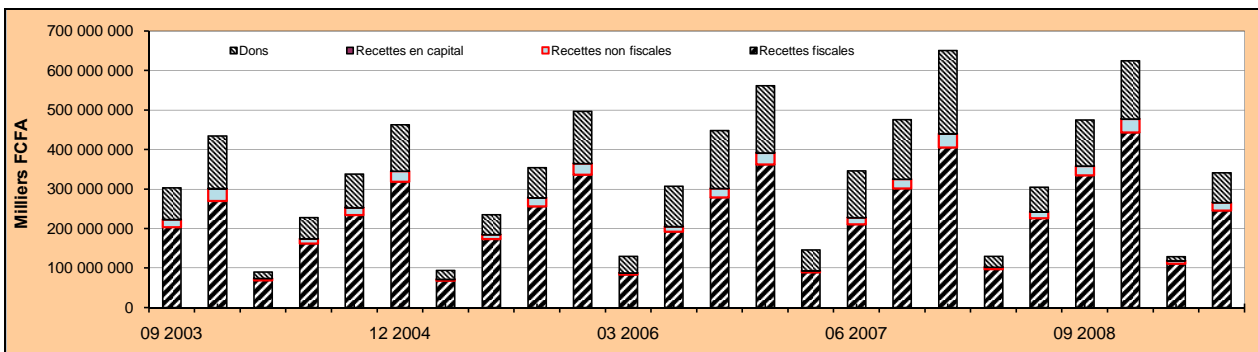
Sources : M.A.H.R.H. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.P.S.A.

Finances publiques

Malgré une conjoncture intérieure difficile du fait des chocs exogènes d'une ampleur sans égale en 2008, la performance économique du Burkina Faso a amorcé une reprise en ligne avec le niveau tendanciel. En effet, au premier semestre 2009, le déficit global des opérations financières de l'Etat (base engagement et dons compris), a été contenu à l'intérieur des limites du programme avec le FMI, grâce à une gestion rigoureuse et rationnelle des dépenses. Il s'est situé à 68,0 milliards de FCFA, contre un plafond prévu de 80,1 milliards de FCFA.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2009)	2. Trim. 2008	3. Trim. 2008	4. Trim. 2008	1. Trim. 2009	2. Trim. 2009	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons	777 411 763	305 031 951	475 325 454	624 563 243	128 764 861	341 057 221	43,9%	11,8%
Recettes totales	573 560 750	242 892 925	358 369 447	477 645 043	118 347 317	265 593 221	46,3%	9,3%
Recettes courantes	573 554 049	242 888 548	358 362 144	477 637 682	118 347 229	265 592 880	46,3%	9,3%
Recettes fiscales	536 333 980	226 336 167	334 562 694	443 088 949	111 207 443	245 539 982	45,8%	8,5%
Impôts sur revenus et bénéfices	153 540 710	61 476 473	83 380 915	104 331 091	25 474 544	65 521 394	42,7%	6,6%
Impôt sur la main d'œuvre	4 275 522	2 062 946	3 752 992	4 979 749	1 652 554	3 165 739	74,0%	53,5%
Taxes sur biens et services	300 415 690	119 868 836	182 747 770	243 774 900	62 750 610	131 874 605	43,9%	10,0%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	71 434 602	38 873 240	58 622 236	81 820 980	19 412 846	40 772 374	57,1%	4,9%
Autres recettes fiscales	3 708 701	2 988 929	4 109 286	5 175 886	1 210 985	2 859 488	77,1%	-4,3%
Recettes non fiscales	37 220 069	16 552 380	23 799 450	34 548 733	7 139 786	20 052 897	53,9%	21,1%
Recettes en capital	6 701	4 378	7 303	7 361	87	341	5,1%	-92,2%
Dons	203 851 013	62 139 026	116 956 008	146 918 200	10 417 544	75 464 001	37,0%	21,4%
Projets	134 851 013	27 437 026	39 632 055	58 684 742	6 829 235	47 272 207	35,1%	72,3%
Programmes	69 000 000	34 702 000	77 323 952	88 233 458	3 588 309	28 191 794	40,9%	-18,8%

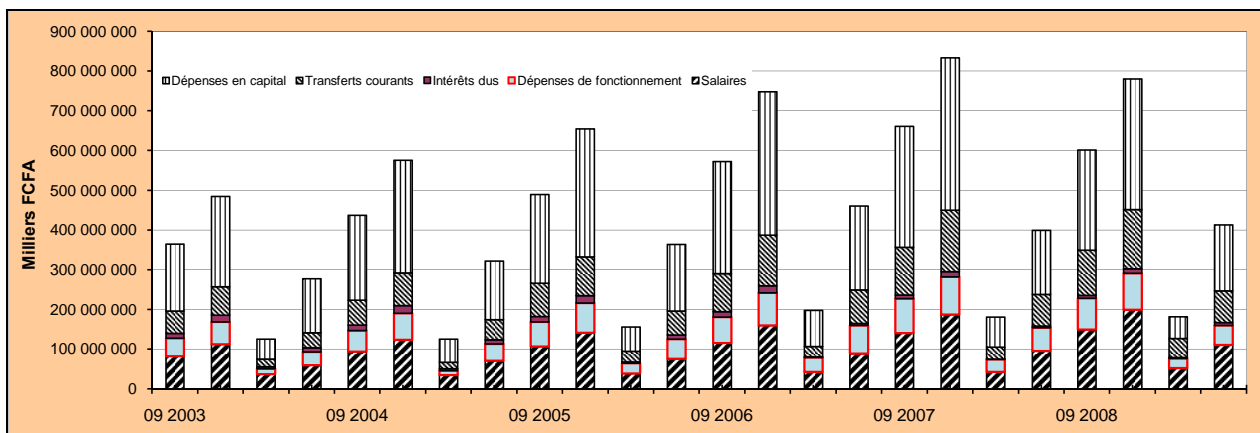
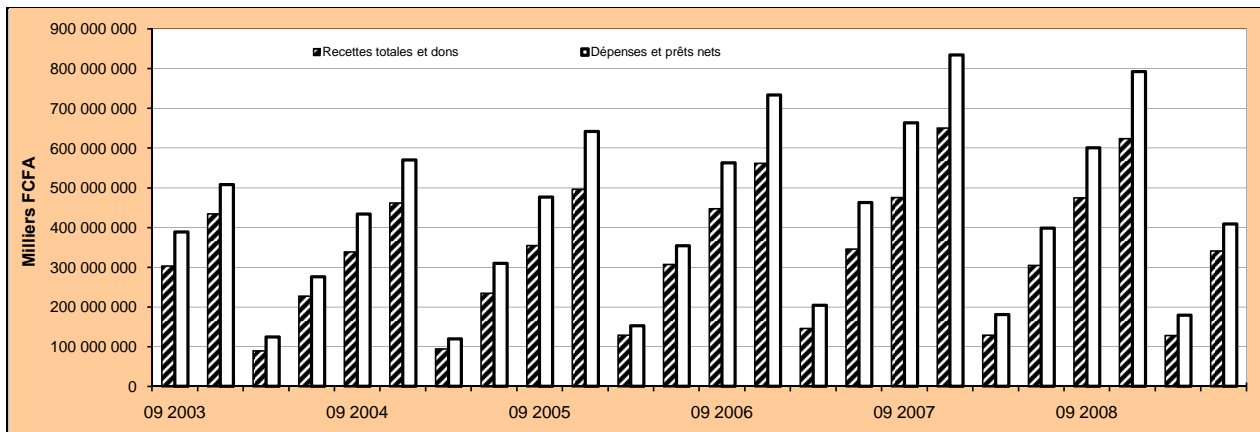


Le recouvrement cumulé des recettes et dons à fin juin 2009 s'élève à 341,1 milliards de FCFA représentant 43,9% des prévisions initiales de la loi de finances et 45,4% des projections du programme FRPC. Les recettes totales cumulées des six premiers mois de 2009 se sont élevées à 265,6 milliards de FCFA (46,3% des prévisions annuelles), contre 242,9 milliards de FCFA à fin juin 2008, soit une amélioration de 9,3%. Cependant, cette réalisation reste en deçà des projections du FMI (274,5 milliards de FCFA) à cause des canaux non encore maîtrisés de fraude et d'évasion fiscales surtout dans la région de l'ouest (Bobo-Dioulasso). Quant aux dons, ils n'ont été mobilisés qu'à hauteur de 75,5 milliards de FCFA représentant 37,0% des prévisions annuelles et en hausse de 21,4% par rapport à fin juin 2008. Cette faible mobilisation des dons traduit des difficultés liées aux conséquences de la crise économique sur les finances publiques des partenaires bilatéraux du Burkina Faso (recul des dons-programmes de 18,8% en glissement annuel).

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2009)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2008	2008	2008	2009	2009		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	1 002 583 131	398 645 103	600 515 242	792 492 632	179 383 287	409 019 638	40,8%	2,6%
Dépenses	1 005 136 881	399 065 794	601 511 928	780 890 208	181 611 844	413 066 424	41,1%	3,5%
Dépenses courantes	468 980 531	238 013 732	349 403 736	451 718 132	126 963 691	246 777 531	52,6%	3,7%
Salaires	207 396 156	95 423 209	149 439 611	198 996 088	53 084 098	110 736 674	53,4%	16,0%
Dépenses de fonctionnement	100 394 000	59 018 223	78 788 532	92 364 025	23 753 573	49 054 545	48,9%	-16,9%
Intérêts dus	13 861 999	4 014 400	7 637 880	10 867 250	2 595 657	6 950 095	50,1%	73,1%
Transferts courants	147 328 376	79 557 900	113 537 714	149 490 768	47 530 362	80 036 217	54,3%	0,6%
Dépenses en capital	536 156 350	161 052 062	252 108 191	329 172 076	54 648 153	166 288 892	31,0%	3,3%
financées sur ressources propres	228 838 772	93 151 267	162 021 810	198 357 494	28 110 935	75 493 395	33,0%	-19,0%
Prêts nets	-2 553 750	-420 691	-996 686	11 602 425	-2 228 557	-4 046 785	158,5%	861,9%

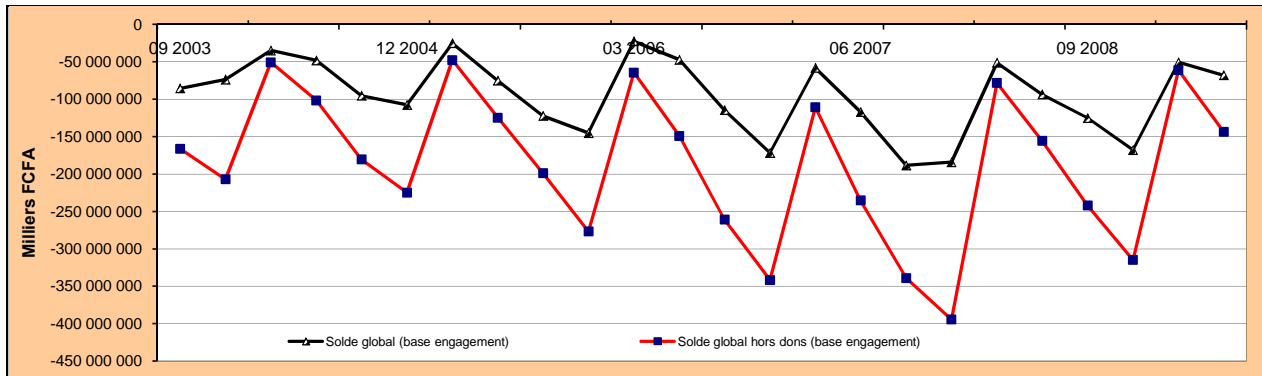


Les dépenses totales et prêts nets ont été relativement maîtrisés au premier semestre 2009. En effet, ils ont atteint 409,0 milliards de FCFA contre 398,6 milliards de FCFA une année plus tôt. Les engagements des dépenses courantes sont en hausse de 3,7% par rapport à un an auparavant. Cela est imputable à une poussée des salaires (16,0%) exécutés à 53,4% avec la prise en compte des charges salariales des missions diplomatiques et consulaires, mais aussi à la hausse des paiements au titre des charges de la dette (73,1% par rapport à fin juin 2008). Toutefois, exécutées à hauteur de 49,1 milliards de FCFA, les dépenses de fonctionnement sont remarquablement en baisse de 16,9% grâce à la rationalisation des consommations de carburant et la prise de mesures pour maîtriser les charges au titre des services d'utilité publique (eau, électricité et téléphone). Les dépenses en capital se sont élevées à 166,3 milliards de FCFA pour les six premiers mois de l'année contre 161,2 milliards de FCFA en 2008, en progression de 5,2 milliards de FCFA grâce à une relance des investissements financés par l'extérieur et ce, malgré la contraction des dépenses en capital financées sur ressources propres (-19,0% en glissement annuel).

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

SOLDES ET FINANCEMENT

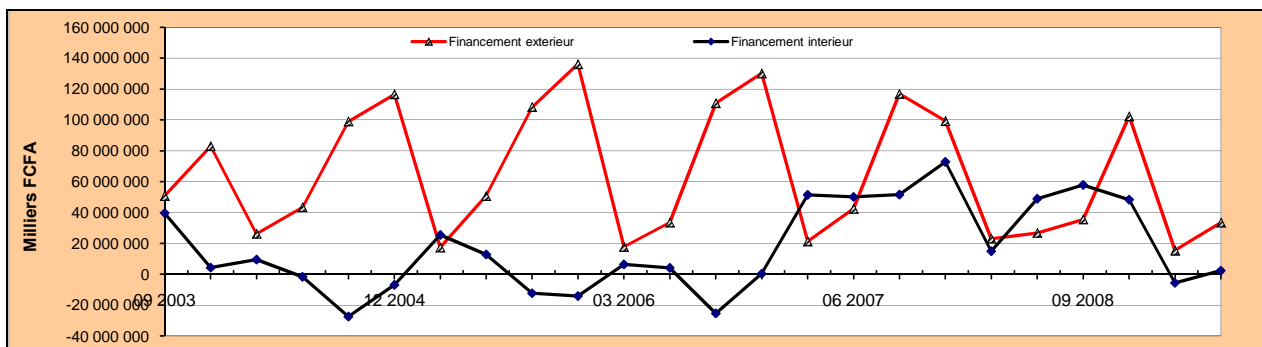
SOLDE GLOBAL (Cumulés, milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2009)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2008	2008	2008	2009	2009		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-225 171 368	-93 613 152	-125 189 788	-167 929 389	-50 618 427	-67 962 417	30,2%	-27,4%
Solde global hors dons (base engagement)	-429 022 381	-155 752 178	-242 145 795	-314 847 589	-61 035 971	-143 426 417	33,4%	-7,9%
Solde primaire	-114 842 804	-151 737 778	-234 507 916	-303 980 339	-58 440 313	-136 476 322	118,8%	-10,1%
Solde de base	-128 704 803	-95 083 908	-158 231 631	-190 205 224	-36 690 450	-55 085 285	42,8%	-42,1%
Solde global (base caisse)	-225 171 368	-75 116 831	-92 922 627	-149 858 069	-8 627 837	-34 183 700	15,2%	-54,5%
Solde global hors dons (base caisse)	-429 022 381	-137 255 857	-209 878 635	-296 776 269	-19 045 381	-109 647 700	25,6%	-20,1%



Les opérations financières de l'Etat à fin juin 2009 dégagent un déficit cumulé base engagement en baisse de 27,4% par rapport à la même période en 2008, traduisant une amélioration de ce dernier. Ce solde est en ligne avec l'objectif du programme FRPC.

En tenant compte des divers ajustements (variation des instances, des engagements non mandatés et des dépôts auprès du Trésor), le déficit global base caisse s'établit à 34,2 milliards de FCFA. Ce déficit a été financé par des apports extérieurs nets de 33,5 milliards de FCFA et des financements intérieurs nets à hauteur de 2,4 milliards de FCFA. Au niveau du financement extérieur net, l'Etat a mobilisé 41,1 milliards de FCFA au titre des emprunts projets et procédé au remboursement des échéances dues au titre de l'amortissement de la dette extérieure pour un montant cumulé de 7,5 milliards de FCFA.

FINANCEMENT (Cumulés, milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2009)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2008	2008	2008	2009	2009		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Financement	226 638 564	75 700 196	93 400 966	150 741 930	9 901 841	35 938 345	15,9%	-52,5%
Financement extérieur	205 417 632	26 810 602	35 471 878	102 362 838	15 449 809	33 549 606	16,3%	25,1%
Décassements extérieurs	221 466 565	33 231 244	44 282 109	115 258 498	17 516 286	41 068 926	18,5%	23,6%
Initiative PPTE (Allègements)	0	0	0	0	0	0		
Amortissement de la dette extérieure	-16 048 933	-6 420 642	-8 810 231	-12 895 660	-2 066 477	-7 519 320	46,9%	17,1%
Ajustement taux de change	0	0	0	0	0	0		
Financement intérieur	21 220 932	48 889 594	57 929 088	48 379 092	-5 547 968	2 388 739	11,3%	-95,1%
Financement bancaire	29 720 932	37 738 074	47 830 248	54 129 316	-14 504 036	-46 543 384	-156,6%	-223,3%
Secteur non bancaire	-8 500 000	11 151 520	10 098 840	-5 750 224	8 956 068	48 932 123	-575,7%	338,8%
Gap de financement	-1 467 196	-583 365	-478 338	-883 861	-1 274 004	-1 754 645	119,6%	200,8%

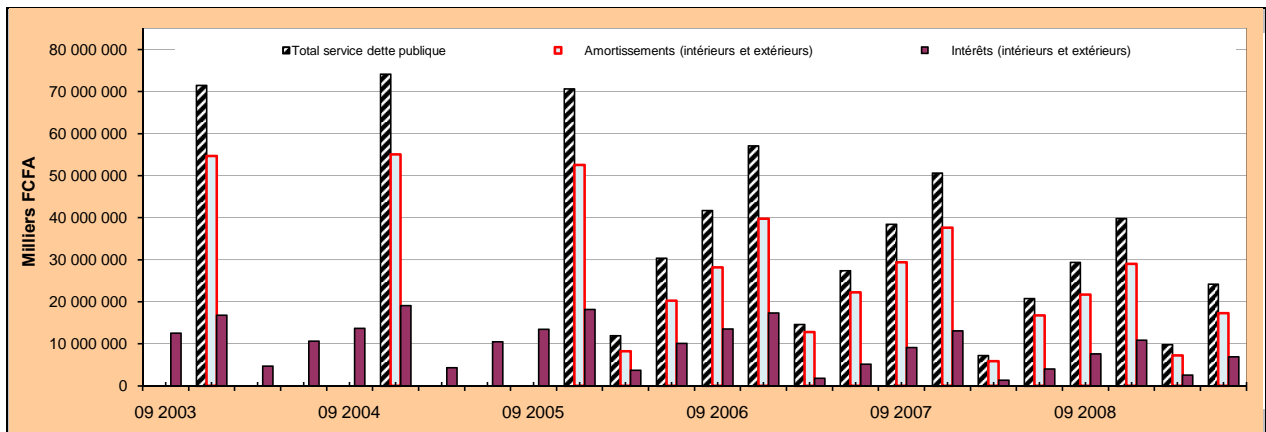
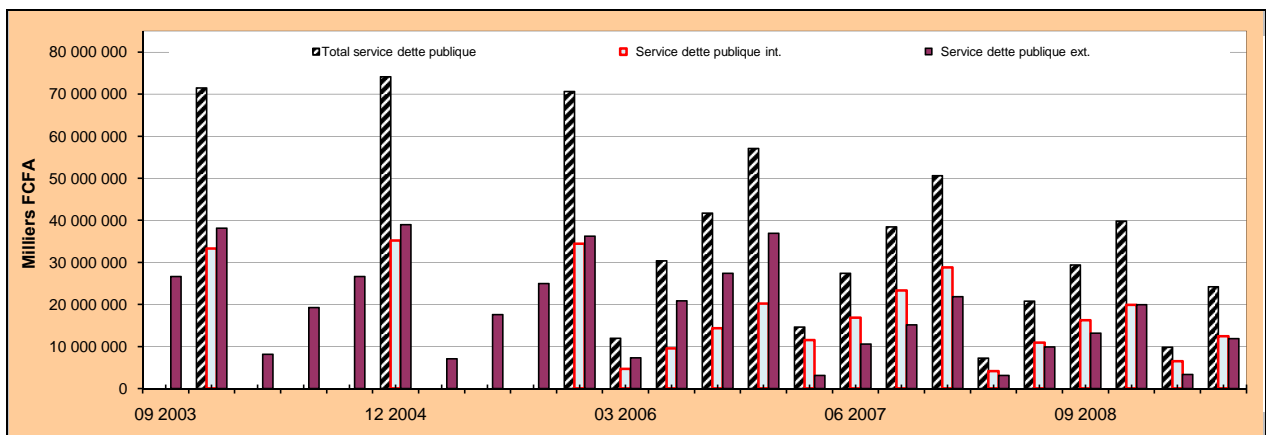


Le financement intérieur s'est élevé à 2,4 milliards de FCFA, résultant d'un accroissement important du financement intérieur non bancaire dû aux trois émissions de bons du Trésor. Par ailleurs, l'Etat a poursuivi sa politique de désendettement auprès des agents économiques intérieurs de sorte que le remboursement cumulé des amortissements intérieurs se chiffre à 9,8 milliards de FCFA.

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

SERVICE DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire '(2008)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2008	2008	2008	2009	2009		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Total service dette publique	46 503 854	20 786 858	29 393 404	39 873 583	9 829 570	24 240 588	52,1%	16,6%
Amortissements (int. et ext.)	32 890 351	16 772 457	21 755 525	29 006 332	7 233 913	17 290 493	52,6%	3,1%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	13 613 503	4 014 400	7 637 880	10 867 250	2 595 657	6 950 095	51,1%	73,1%
Service dette publique int.	25 178 936	10 885 838	16 210 598	19 925 237	6 522 842	12 405 457	49,3%	14,0%
Amortissements	18 330 195	10 351 816	12 945 294	16 110 672	5 167 436	9 771 173	53,3%	-5,6%
Intérêts	6 848 741	534 022	3 265 304	3 814 565	1 355 406	2 634 284	38,5%	393,3%
Service dette publique ext.	21 324 918	9 901 020	13 182 806	19 948 346	3 306 728	11 835 131	55,5%	19,5%
Amortissements	14 560 156	6 420 642	8 810 231	12 895 660	2 066 477	7 519 320	51,6%	17,1%
Intérêts	6 764 762	3 480 378	4 372 575	7 052 686	1 240 251	4 315 811	63,8%	24,0%
Service dette ext./recettes totales	3,7%	4,1%	3,7%	4,2%	2,8%	4,5%	119,9%	9,3%

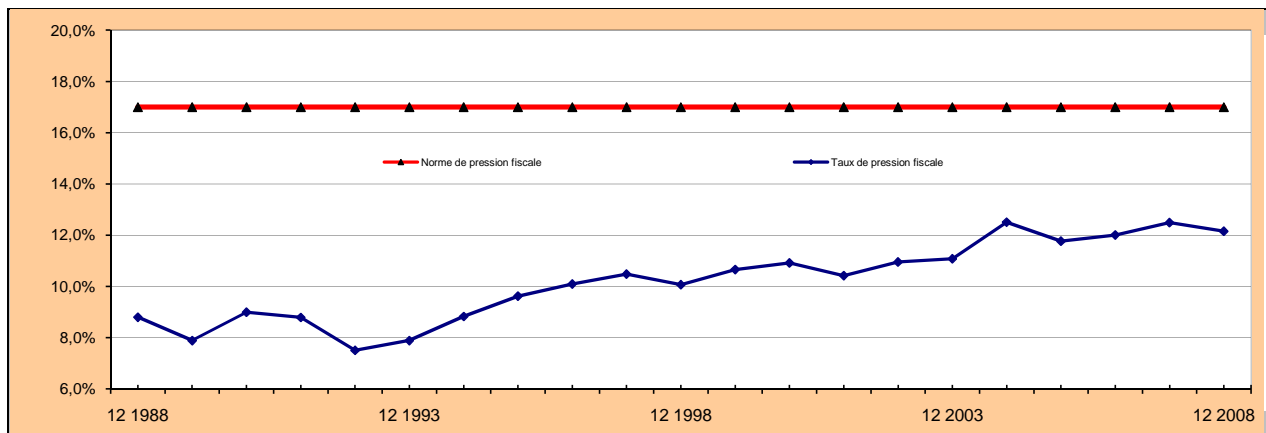


A fin juin 2009, le service de la dette publique s'est établi à 24,2 milliards de FCFA; en hausse de 16,6% par rapport à fin juin 2008. En outre, 4,5% des recettes propres ont été destinés au paiement du service de la dette extérieure alors que ce ratio était de 4,1% un an plutôt. Cette hausse (9,3%) du ratio "service de la dette extérieure/recettes totales" est le signe d'un essoufflement du recouvrement des recettes propres.

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2004	12 2005	12 2006	12 2007	12 2008
Critères de 1er rang						
Soldes budgétaires de base / PIB nominal	≥ 0%	-3,1%	-3,8%	-4,8%	-5,7%	-4,9%
Taux d'inflation	≤ 3%	-0,4%	6,4%	2,4%	-0,3%	10,7%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤ 70%	43,4%	42,9%	18,9%	24,0%	21,4%
Critères de 2nd rang						
Investissements sur ressources propres / Recettes fiscales	≥ 20%	42,7%	43,4%	42,7%	35,2%	44,8%
Masse salariale / Recettes fiscales	≤ 35%	38,8%	42,0%	44,1%	46,3%	44,9%
Solde extérieur courant / PIB nominal	≤ 5%	-11,0%	-11,7%	-9,6%	-8,3%	-9,4%
Taux de pression fiscale	≥ 17%	12,5%	11,8%	12,0%	12,5%	12,1%



Sources : M.E.F.

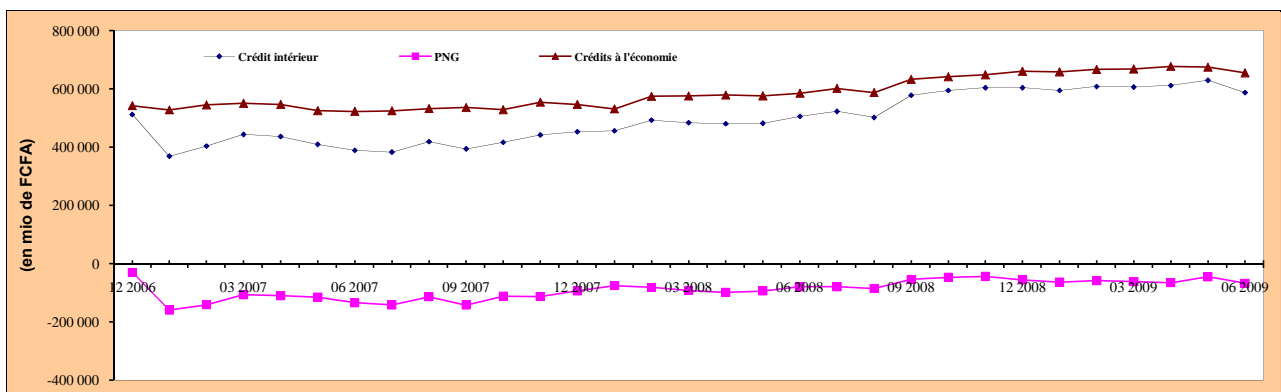
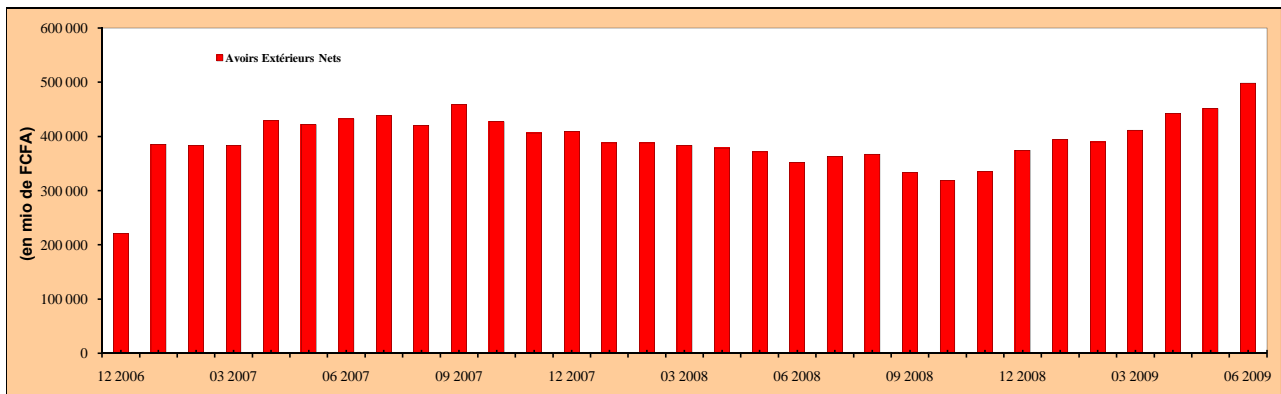
Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

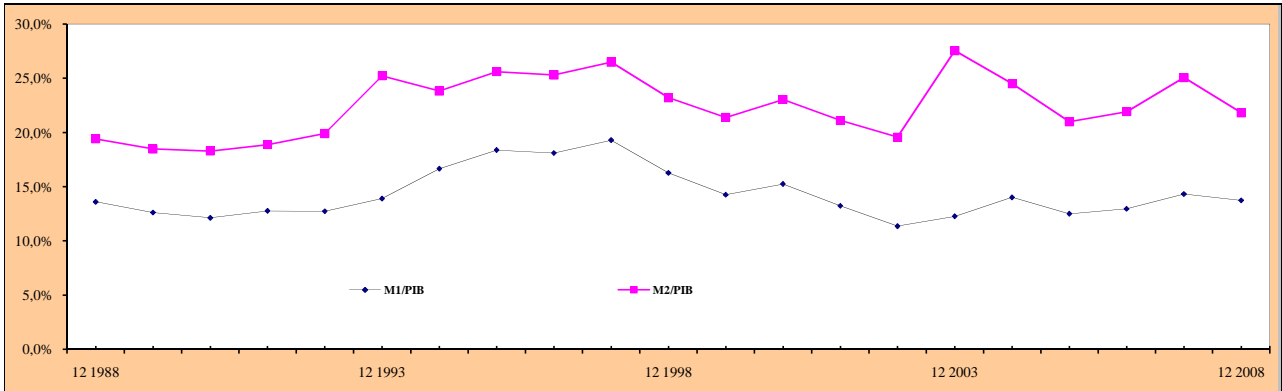
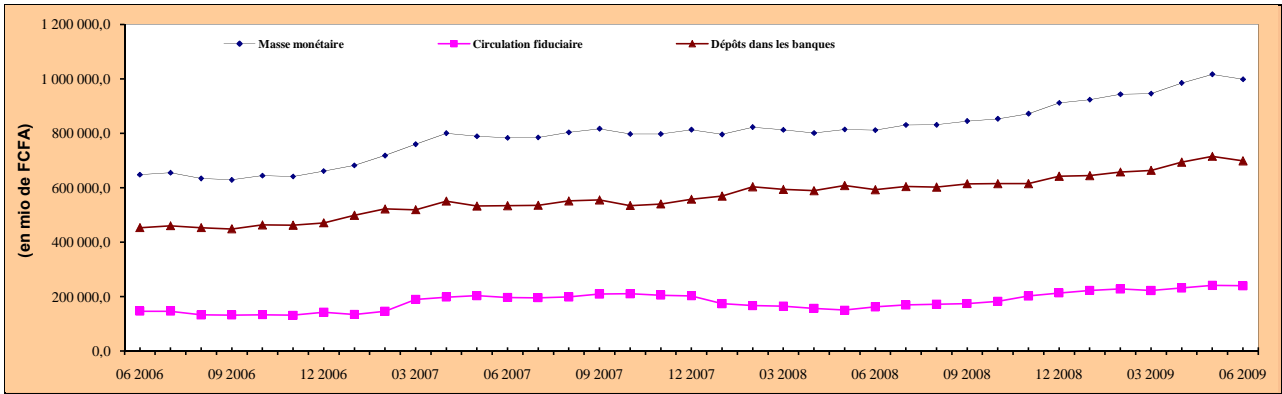
L'évolution trimestrielle des agrégats monétaires, a été caractérisée par un accroissement des avoirs extérieurs nets, de la masse monétaire et par une baisse du crédit intérieur respectivement de 33,1%, 9,5%, et -2,8% de fin décembre 2008 à fin juin 2009.

AGREGATS MONETAIRES En mio de Francs CFA (situation fin de trimestre)	2. Trim. 2008	3. Trim. 2008	4. Trim. 2008	1. Trim. 2009	2. Trim. 2009	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
Avoirs Extérieurs Nets	352 016,3	333 216,8	374 183,9	411 462,0	498 219,6	86 757,6	21,1%	146 203,3	41,5%
BCEAO	291 288,1	297 411,6	315 013,0	332 053,9	385 323,5	53 269,6	16,0%	94 035,4	32,3%
Banques	60 728,2	35 805,2	59 170,9	79 408,1	112 896,1	33 488,0	42,2%	52 167,9	85,9%
Crédit intérieur	505 547,4	578 414,1	604 718,7	606 618,2	587 652,8	-18 965,4	-3,1%	82 105,4	16,2%
PNG	-79 524,4	-54 353,3	-55 795,4	-61 851,6	-67 353,7	-5 502,2	8,9%	12 170,7	-15,3%
Crédits à l'économie	585 071,8	632 767,5	660 514,2	668 469,8	655 006,6	-13 463,2	-2,0%	69 934,8	12,0%
dont crédits à court terme	319 593,8	359 533,6	403 201,9	379 734,5	358 247,1	-21 487,4	-5,7%	38 653,3	12,1%
dont crédits de campagne	40 889,0	29 819,0	14 097,4	40 604,4	49 209,5	8 605,1	21,2%	8 320,5	20,3%
dont crédits à moyen et long terme	224 589,0	243 414,9	243 214,9	248 130,9	247 550,0	-580,9	-0,2%	22 961,0	10,2%
Masse monétaire	811 757,0	845 295,7	911 917,7	945 933,9	998 554,9	52 621,0	5,6%	186 797,9	23,0%
Circulation fiduciaire	161 781,0	174 247,4	212 946,9	222 236,2	239 306,5	17 070,3	7,7%	77 525,5	47,9%
Dépôts dans les banques	592 619,1	614 564,0	642 056,6	663 977,8	698 885,4	34 907,6	5,3%	106 266,3	17,9%
dont dépôts à vue	257 162,1	272 737,0	288 014,6	300 227,8	315 950,4	15 722,6	5,2%	58 788,3	22,9%
dont dépôts à terme	219 698,0	225 077,0	236 600,0	241 675,0	251 354,0	9 679,0	4,0%	31 656,0	14,4%
Autres Postes Nets	45 806,8	66 335,2	66 984,9	72 146,3	87 317,5	15 171,2	21,0%	41 510,7	90,6%

AGREGATS MONETAIRES	déc.04	déc.05	déc.06	déc.07	déc.08
M1/PIB	14,0%	12,5%	13,0%	14,3%	13,7%
M2/PIB	24,5%	21,0%	21,9%	25,1%	21,8%



Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont situés à 498,2 milliards de FCFA en juin 2009 contre 374,2 milliards de FCFA en décembre 2008 soit une hausse de 124,0 milliards de FCFA (+33,1%), provenant aussi bien de la Banque Centrale que des banques.



L'amélioration des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale de 70,3 milliards de FCFA (22,3%) résulte d'une hausse des avoirs extérieurs bruts, en dépit de la progression du niveau des engagements extérieurs. En effet, les avoirs extérieurs bruts se sont établis à 526,5 milliards de FCFA à fin juin 2009 contre 438,7 milliards de FCFA à fin décembre 2008, soit une augmentation de 87,7 milliards de FCFA (20,0%), tandis que les engagements extérieurs se sont situés à 141,1 milliards de FCFA à fin juin 2009 contre 123,7 milliards de FCFA à fin décembre 2008, soit un accroissement de 17,4 milliards de FCFA (14,1%).

La position extérieure des banques a été marquée par une hausse des avoirs extérieurs bruts, accentuée par la baisse relative des engagements extérieurs. Ainsi, il en est ressorti une progression de leurs avoirs extérieurs nets de 53,7 milliards de FCFA soit 90,8%. En effet, les avoirs extérieurs bruts des banques sont passés de 187,7 milliards de FCFA à fin décembre 2008 à 220,3 milliards de FCFA à fin juin 2009, soit une hausse de 32,7 milliards de FCFA (+17,4%). Sur la même période, leurs engagements extérieurs sont passés de 128,5 milliards de FCFA à 107,5 milliards de FCFA, soit une baisse de 21,1 milliards de FCFA (-16,4%).

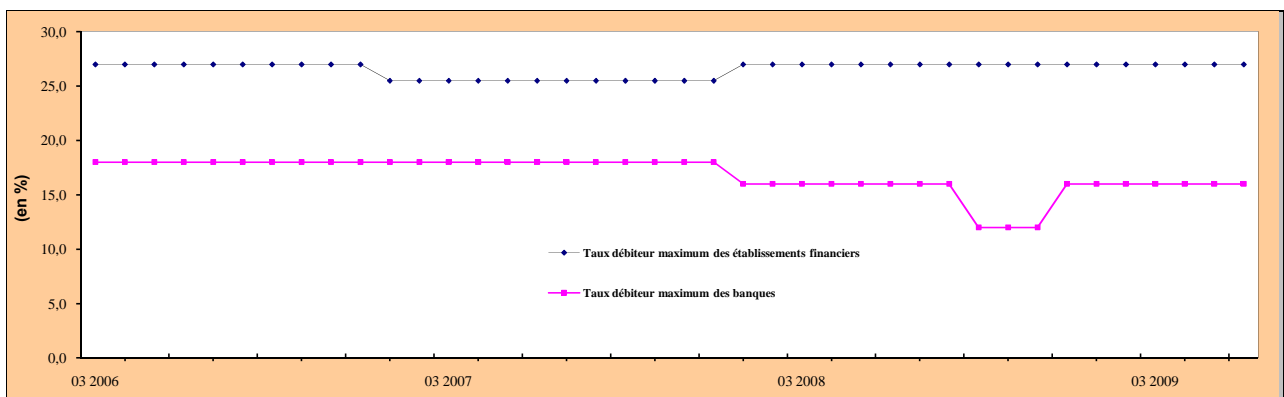
Le crédit intérieur s'est établi à 587,7 milliards de FCFA à fin juin 2009 contre 604,7 milliards de FCFA à fin décembre 2008, soit une baisse de 17,1 milliards de FCFA (-2,8%). Cette régression est imputable à la diminution des crédits à l'économie de 5,5 milliards de FCFA (-0,8%), renforcé par une amélioration de la PNG de 11,7 milliards de FCFA (20,9%).

La masse monétaire, suivant l'évolution de ses contreparties, s'est accrue de 86,7 milliards de FCFA, en se situant à 998,6 milliards de FCFA à fin juin 2009 contre 911,9 milliards de FCFA à fin décembre 2008. Cette hausse se retrouve dans les dépôts pour 56,8 milliards de FCFA (+8,9%) et dans la circulation fiduciaire pour 26,4 milliards de FCFA (+12,4%).

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	2. Trim. 2008	3. Trim. 2008	4. Trim. 2008	1. Trim. 2009	2. Trim. 2009	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,5	8,5	8,5	8,5	8,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	5,0	1,5	1,5	1,5	1,5	0,0%	-70,0%
Taux débiteur maximum des banques	16,0	12,0	16,0	16,0	16,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	18,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%



Depuis le 16 juin 2009, la BCEAO a procédé à la modification de son principal taux directeur. Le taux de pension est passé de 4,75% à 4,25%, tandis que le taux d'escompte est resté stable à 6,75%.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,50% à 13,19% soit une stabilité par rapport au premier trimestre 2009. Entre le premier et le deuxième trimestre 2009, les taux débiteurs minimum et maximum ont également été stables en ressortant respectivement à 1,5% et 16,0%.

En ce qui concerne les établissements financiers, les taux de base ont évolué entre 11,5% et 15,0% de mars 2009 à juin 2009. Les taux débiteurs minimum et maximum se sont fixés respectivement à 12,0 et 26,9% à fin juin 2009.

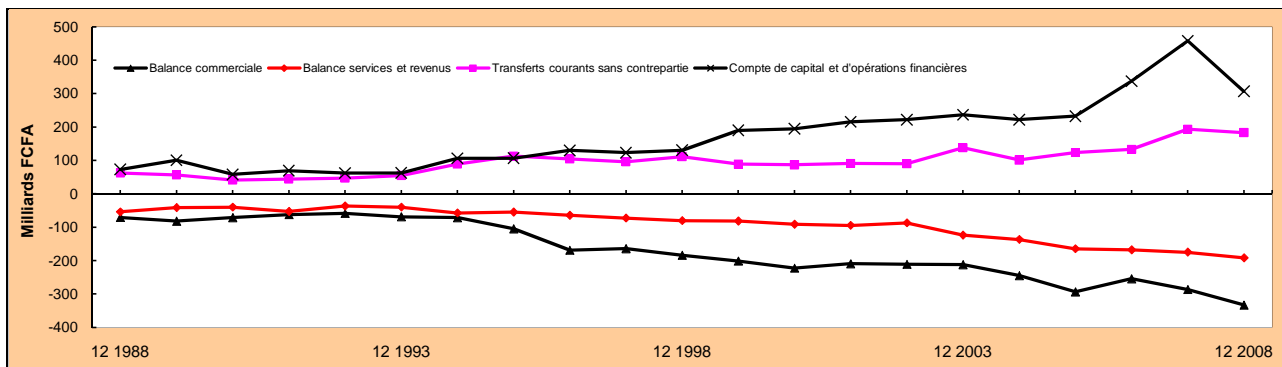
Sources : B.C.E.A.O.

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Le secteur extérieur de l'économie burkinabè a continué de se ressentir des effets de la conjoncture internationale difficile, marquée par les fortes tensions sur les prix des produits pétroliers et surtout de ceux alimentaires, une reprise modérée des cours mondiaux du coton et une faiblesse persistante du dollar américain sur le marché des changes. Sur la base des estimations, à fin décembre 2008, le solde de la Balance des Paiements du Burkina Faso ressortirait déficitaire de 34,0 milliards de FCFA contre un excédent exceptionnel de 188,1 milliards de FCFA un an plus tôt.

Balance des paiements (En mia Francs CFA)	déc 2004	déc 2005	déc 2006	déc 2007	déc 2008	Var. 2008	
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Estimations	Var./2007	Var./2006
Exportations de biens FOB	253,2	247,1	307,6	298,6	307,7	3,1%	0,0%
Importations de biens FOB	497,9	540,5	562,1	585,1	640,8	9,5%	6,8%
Balance commerciale	-244,7	-293,4	-254,5	-286,6	-333,1	16,2%	14,4%
Services	-120,7	-154,1	-167,0	-173,9	-190,5	9,5%	6,8%
Revenus	-16,2	-10,9	-1,2	-1,1	-1,6	42,8%	15,3%
Balance des services et revenus	-136,9	-164,9	-168,2	-175,1	-192,1	9,7%	6,9%
Transferts courants sans contrepartie	101,1	123,8	133,4	193,3	183,3	-5,2%	17,2%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-280,5	-334,6	-289,3	-268,4	-341,9	27,4%	8,7%
Transferts en capital	106,5	110,7	818,7	140,2	86,9	-38,0%	-67,4%
Opérations financières	115,6	121,9	-481,3	317,8	220,0	-30,8%	
Comptes de capital et d'opérations financières	222,0	232,5	337,4	457,9	306,9	-33,0%	-4,6%
Erreurs et omissions	1,5	-1,7	1,4	-1,5	1,0		-16,6%
Solde global	-57,0	-103,7	49,6	188,1	-34,0		



La détérioration des comptes extérieurs découlerait aussi bien de celle du solde structurellement déficitaire de la Balance des transactions courantes, que de la baisse des entrées nettes de flux au titre des opérations financières, en liaison notamment avec les incertitudes créées par la crise internationale.

Sur la base de l'analyse de l'évolution récente de la conjoncture économique interne et externe, et prenant en compte la bonne campagne agricole, le niveau intéressant des investissements dans le secteur minier et la progression des exportations d'or et de coton, la Balance des Paiements du Burkina Faso devrait ressortir excédentaire de 10,0 milliards de FCFA en 2009, contre un déficit de 34,0 milliards de FCFA l'année précédente.

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2008	2008	2008	2008	2009	trimestriel	annuel
	Prov	Prov	Prov	Prov	Prov		
TOTAL	194 003,8	228 491,6	230 098,5	250 240,0	211 751,4	-15,4%	9,1%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	2 024,3	3 077,4	2 591,3	3 175,3	2 416,6	-23,9%	19,4%
Produits du règne végétal	14 741,6	17 845,9	21 827,4	20 131,6	9 844,8	-51,1%	-33,2%
Graisses et huiles animales ou végétales	2 753,5	2 162,7	2 655,6	2 985,0	3 759,7	26,0%	36,5%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	12 425,4	13 472,0	12 356,4	12 282,3	10 474,5	-14,7%	-15,7%
Produits minéraux	47 624,5	62 051,6	61 718,8	65 233,6	57 195,7	-12,3%	20,1%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	27 670,2	30 547,7	29 846,1	22 063,7	27 175,1	23,2%	-1,8%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	6 495,8	8 775,0	6 201,7	6 939,4	7 902,5	13,9%	21,7%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	106,8	150,4	209,8	121,4	102,2	-15,9%	-4,3%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 053,8	1 212,8	838,7	692,3	816,7	18,0%	-22,5%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	4 896,8	5 052,8	5 396,5	4 819,1	4 172,8	-13,4%	-14,8%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	4 501,8	6 898,4	5 731,5	6 981,9	7 256,7	3,9%	61,2%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	705,4	1 102,6	1 043,2	1 365,4	1 250,8	-8,4%	77,3%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	1 651,7	2 039,4	2 021,9	1 779,1	1 330,0	-25,2%	-19,5%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	29,3	23,8	18,6	26,0	8,2	-68,5%	-72,0%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	14 880,8	18 945,0	19 247,5	27 337,8	18 460,4	-32,5%	24,1%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	28 246,3	30 036,5	35 227,8	44 630,5	31 252,6	-30,0%	10,6%
Matériel de transport	19 790,5	20 212,0	18 531,5	23 259,6	21 141,7	-9,1%	6,8%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	2 311,6	2 977,7	1 674,9	2 387,0	2 414,6	1,2%	4,5%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	186,5	146,5	45,9	1 789,3	740,4	-58,6%	297,0%

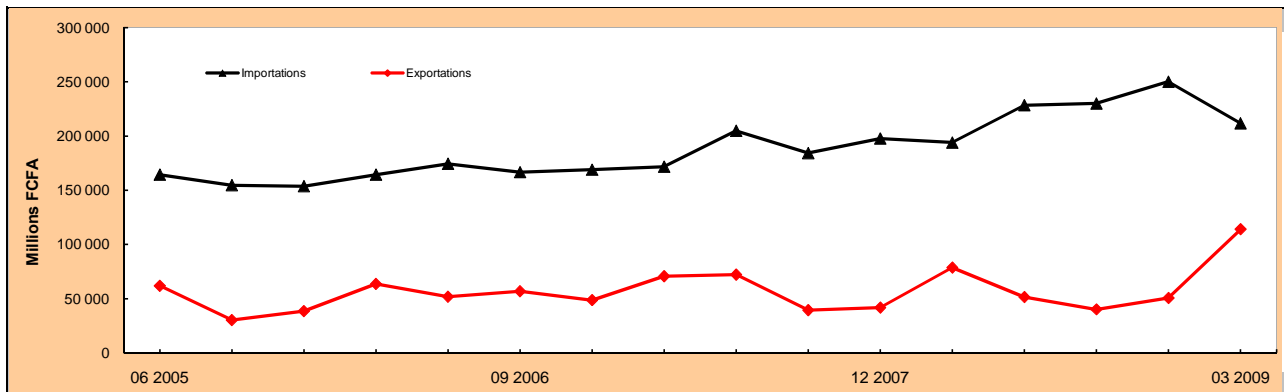
Globalement, au premier trimestre 2009, les importations ont baissé mais ont maintenu un niveau supérieur à 200 milliards de FCFA, baisse amortie par la hausse du cours du pétrole et par les importations de produits chimiques qui ont considérablement dopé les importations.

En glissement trimestriel, une régression de 15,4% des importations est constatée due à la baisse de la facture pétrolière (-12,3%) et surtout des importations de machines et appareils (-30,0%).

En glissement annuel par contre, une hausse de 9,1% est observée ce trimestre imputable principalement aux importations des produits minéraux et des métaux communs.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement		
	2008	2008	2008	2008	2009	trimestriel	annuel	
	Prov	Prov	Prov	Prov	Prov			
TOTAL	78 645,2	51 475,8	40 194,6	50 767,9	113 996,9		124,5%	45,0%
dont :								
Animaux vivants et produits du règne animal	395,2	2 470,1	2 401,3	4 466,9	1 895,2		-57,6%	379,5%
Produits du règne végétal	14 935,2	4 355,5	1 609,5	8 138,3	15 946,9		95,9%	6,8%
dont arachides	1 710,0	232,0	25,5	202,0	112,8		-44,2%	-93,4%
Graisses et huiles animales ou végétales	747,3	81,8	432,1	1 034,3	477,5		-53,8%	-36,1%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 735,3	1 956,2	3 299,5	2 779,2	2 749,6		-1,1%	58,4%
Produits minéraux	67,4	72,2	67,7	196,3	350,7		78,7%	420,4%
Produits des indust. chimi. ou des indust. connexes	364,2	868,5	217,3	169,3	354,0		109,1%	-2,8%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	149,5	57,2	1 444,0	79,9	128,1		60,4%	-14,3%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	1 522,7	1 549,6	670,3	761,1	758,5		-0,3%	-50,2%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	6,1	7,1	6,9	8,5	10,9		27,3%	77,4%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	9,1	61,8	16,6	18,9	11,8		-37,6%	29,9%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	51 154,2	22 652,7	14 181,1	2 837,7	46 195,1		1527,9%	-9,7%
dont coton fibre	50 779,0	22 089,1	13 151,7	1 882,2	45 551,4		2320,1%	-10,3%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	7,1	5,4	2,1	3,7	6,0		64,8%	-14,7%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	12,8	22,9	107,6	42,3	144,0		240,5%	1025,9%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	5 734,6	14 093,0	12 135,5	23 683,8	39 877,4		68,4%	595,4%
dont or	5 733,4	14 090,8	12 135,5	23 683,7	39 877,1		68,4%	595,5%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	183,0	615,0	1 262,3	1 406,7	1 449,7		3,1%	692,2%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	768,7	1 046,2	1 365,5	2 198,7	2 128,5		-3,2%	176,9%
Matériel de transport	511,3	1 222,3	466,8	2 665,3	1 179,4		-55,8%	130,7%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	65,7	44,7	39,3	34,9	89,7		157,3%	36,6%
Marchandises et produits divers	275,6	293,6	469,0	242,0	243,9		0,8%	-11,5%



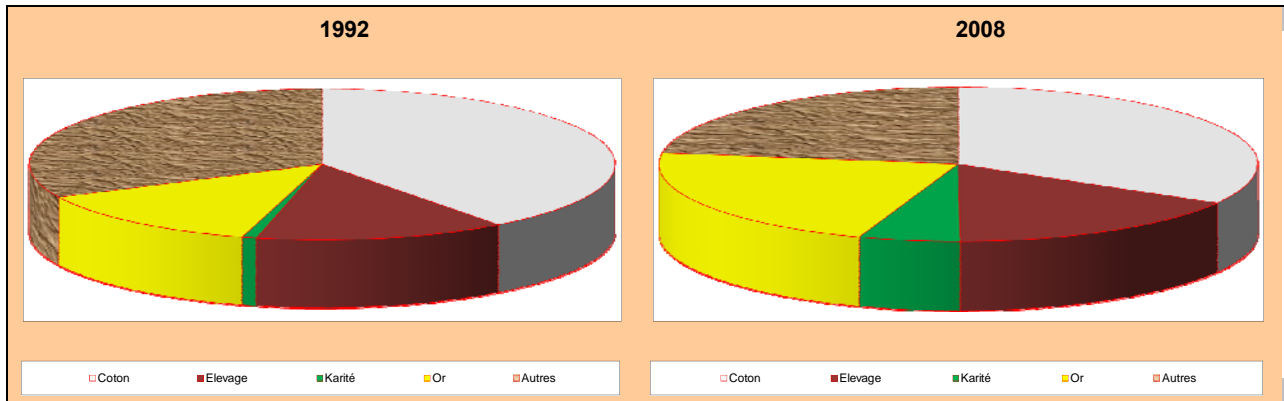
En glissement trimestriel, les exportations ont progressé de 124,5% soutenue par une reprise des exportations d'or (+68,4%) qui ont atteint presque 40 milliards de FCFA au premier trimestre 2009.

Par rapport au 1er trimestre 2008, la même tendance est observée avec une hausse de 45,0% (passant de 78,6 milliards en 2008 à 114,0 milliards en 2009) avec la poursuite de la hausse des exportations d'or (595,5%), des produits du règne végétal (6,8%) et surtout de la reprise de la campagne d'exportation du coton fibre.

Par rapport au taux de couverture, les exportations qui ont rarement couvert plus du tiers des importations ont atteint le niveau de 48,7% en 2007, soit une amélioration d'environ 16 points entre 2006 et 2007, passant de 32,8% en 2006 à 48,7% en 2007. La situation s'est détériorée en 2008 avec la hausse exponentielle du prix du baril qui a atteint les 160 \$ US cette année, couplée avec la baisse de la production cotonnière et des cours du coton, principale pourvoyeuse en devise du Burkina Faso. En effet, une baisse de 24 points est observée entre 2007 et 2008, marquant même le niveau minimum jamais atteint par le taux de couverture (24,5%).

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS	1992	2005	2006	2007	2008
Part du coton dans total	39,8%	60,0%	65,2%	55,7%	33,4%
Part des produits de l'élevage dans total	13,8%	15,2%	14,2%	15,2%	16,5%
Part du karité dans total	0,8%	5,1%	3,9%	4,5%	5,5%
Part de l'or dans total	13,4%	3,2%	3,2%	5,4%	21,9%
Part des autres produits dans total	32,2%	16,6%	13,5%	19,1%	22,7%

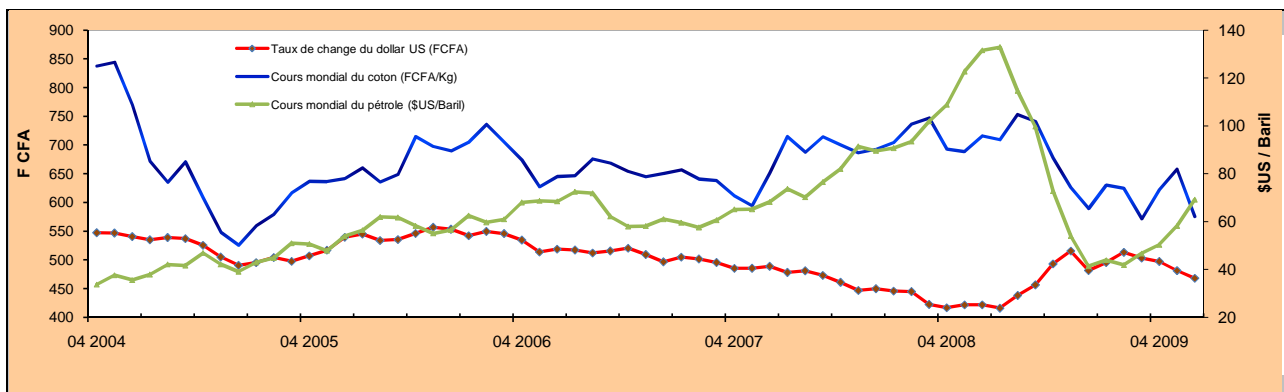


En 1992, le coton, les produits de l'élevage et l'or étaient les principaux produits exportés avec 67,1% des exportations, dont 39,8% pour le coton. Plus d'une décennie après, si la part des produits de l'élevage n'a pas considérablement changé et oscille autour de 15%, les données des autres composantes des exportations ont fortement fluctuées et le coton représente maintenant 33,4%. L'or qui représentait 21,0% des exportations en 1990, 13,4% en 1992, a considérablement perdu du poids dans les exportations jusqu'en 2006. Cependant, la reprise de la production industrielle a permis une hausse de sa proportion dans l'exportation totale qui se situe en 2008 à 21,9%. Cette hausse devrait se poursuivre dans les années à venir.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL COTON : Moyenne trimestrielle	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2008	2008	2008	2009	2009	trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	420,0	436,9	496,6	503,9	482,2	-4,3%	14,8%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	121,0	115,7	56,0	44,1	59,2	34,2%	-51,1%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 665,0	1 682,7	1 271,0	1 208,3	1 283,0	6,2%	-22,9%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	31,6	30,7	28,0	32,1	32,5	1,4%	2,8%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	50,8	50,3	27,9	22,2	28,5	28,0%	-44,0%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	699,4	734,7	630,9	608,7	618,7	1,6%	-11,5%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	13,3	13,4	13,9	16,2	15,7	-3,1%	18,0%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,014	0,015	0,024	0,027	0,022	-19,7%	59,4%



. Taux de change du dollar :

Au cours du second trimestre de 2009, le cours du dollar a connu une baisse après avoir enregistré une hausse au cours des trois trimestres précédents. Le dollar est ainsi passé de 503,9 FCFA au premier trimestre 2009 à 482,2 FCFA au second trimestre, soit une baisse de 4,3% en glissement trimestriel. En glissement annuel le cours reste en hausse de 14,8%. Cette dépréciation du dollar est en liaison avec une remontée des cours des matières premières.

. Prix des produits exportés :

A la faveur d'un regain d'activité au niveau mondial, les cours des matières premières ont amorcé une hausse au cours du second trimestre 2009. Le cours du coton s'est ainsi inscrit en hausse de 6,2% en glissement trimestriel. En glissement annuel toutefois, il reste en baisse de 22,9%. La tonne de coton est ainsi passée de 1208,3 \$US au premier trimestre de 2009 à 1283,0 \$US au second trimestre. En FCFA, le kilogramme de coton est passée de 608,7 FCFA au premier trimestre à 618,7 FCFA au second, correspondant à une hausse de 1,6% en glissement trimestriel. En glissement annuel, le prix du kilogramme en FCFA reste en baisse de 11,5%.

Le cours de l'or a continué à augmenter au cours du second trimestre de 2009 pour passer de 32,1 \$US le gramme au premier trimestre à 32,5 \$US, soit une hausse de 1,4% en glissement trimestriel. En glissement annuel, le cours a enregistré une hausse de 2,8%. En FCFA, le gramme d'or est passé de 16 166 à 15 662, soit une baisse de 3,1% en glissement trimestriel. En glissement annuel, il a augmenté de 18,0%.

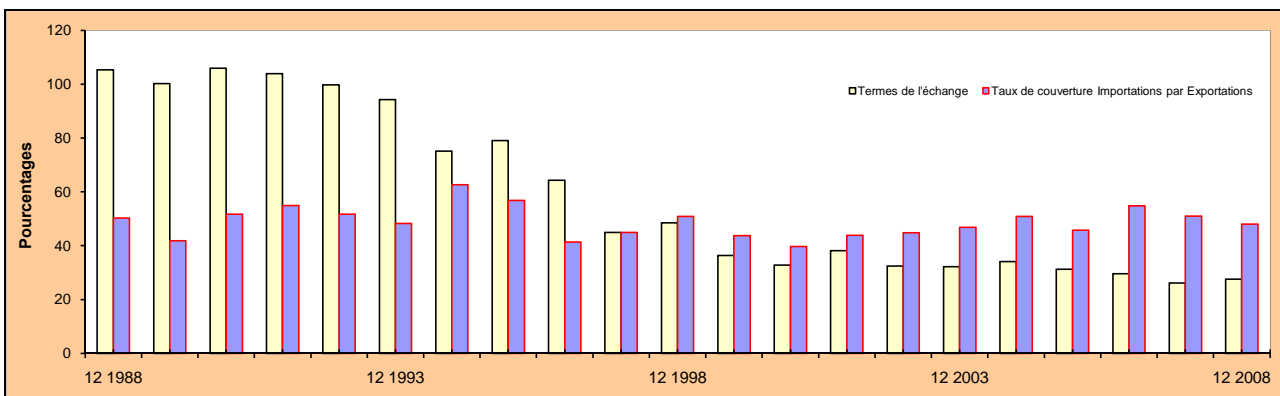
. Prix des produits importés :

A l'image des autres matières premières, le pétrole retrouve de la valeur avec la relative reprise de l'activité économique mondiale et la pression exercée par les pays de l'OPEP. Le cours du pétrole s'est ainsi inscrit en hausse de 34,2% en glissement trimestriel. En glissement annuel toutefois, il reste en baisse de 51,1%. Le baril de pétrole est ainsi passé de 44,1 \$US au premier trimestre de 2009 à 59,2 \$US au second trimestre. En FCFA, le baril de pétrole est passé de 22 222 au premier trimestre de 2009 à 28 451 au second trimestre, correspondant à une hausse de 28,0% en glissement trimestriel. En glissement annuel, c'est une baisse de 44,0% qui a été constatée.

Sources : M.E.F. / D.G.E.P.

COUVERTURE DES IMPORTATIONS PAR LES EXPORTATIONS

TERMES DE L'ECHANGE	12 2004	12 2005	12 2006	12 2007	12 2008	Var. 2008	
						Var./2007	Var./2006
Indice prix à l'importation	244,8	252	259,7	267	275,5	3,0%	6,1%
Indice prix à l'exportation	83,5	78,9	76,7	69,7	76,0	9,0%	-0,9%
Termes de l'échange	34,1%	31,3%	29,5%	26,1%	27,6%	5,9%	-6,6%
Taux de couverture Importations par Exportations	50,9	45,7	54,7	51,0	48,0	-5,9%	-12,3%

**TERMES DE L'ECHANGE ET COUVERTURE DES IMPORTATIONS PAR LES EXPORTATIONS**

Par rapport au taux de couverture, les exportations couvrent rarement plus de la moitié des importations.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

Définitions et abréviations

Général

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DEP :	Direction des Etudes et de la Planification
DGD :	Direction Générale des Douanes
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGPSA :	Direction Générale des Prévisions et des Statistiques Agricoles
DGPSE :	Direction Générale de la Prévision et des Statistiques de l'Elevage
DPCAS :	Direction de la Prévision des Crises Alimentaires et Sanitaires du Bétail
DSAN :	Direction des Statistiques Animales
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IADM :	Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAHRH :	Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques
MEF :	Ministère de l'Economie et des Finances
MRA :	Ministère des Ressources Animales
PPTTE :	Pays Pauvres Très Endettés
Prov. :	Données provisoires
SIM :	Système d'Information sur les Marchés
SONAGESS :	SOciété NAtionale de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
SP-PPF :	Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques et Programmes Financiers
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africain

Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun)
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kourritenga, région du Centre – Est)

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail) géré par la Direction générale de la prévision et des statistiques de l'élevage du Ministère des Ressources Animales.

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et actualisées entre deux enquêtes par des taux de croît spécifiques.

Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
YAGO, Namaro TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
MILLOGO, Antoine	Prix des produits de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
OUEDRAOGO, Dansané	Indice de la production industrielle	INSD
MILLOGO, Antoine	Production de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
KONATE, Drissa TAPSOBA, P. Prosper MILLOGO, François	Finances publiques	DEP/MEF SP-PPF SP-PPF
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
ZOUNGRANA, Salifou	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DPAM / DGEP

Avec l'appui technique



PROJET CONSEILLER TECHNIQUE AUPRES DU MINISTRE
DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



Bundesministerium für
wirtschaftliche Zusammenarbeit
und Entwicklung